

Chapitre 4 Rôle mondial et stratégique du PAM dans le domaine de Santé et Nutrition scolaires



Une élève du Tadjikistan se prépare pour les cours. PAM/Giulio d'Adamo

Le rôle et la politique du PAM en matière d'alimentation scolaire ont évolué et mûri au cours des vingt dernières années, faisant de l'alimentation scolaire l'un des programmes phares de l'organisation, et l'un des domaines les mieux documentés et fondés sur des données probantes. En 2020, le PAM a entrepris des démarches délibérées pour renforcer et mieux définir son rôle de chef de file mondial en matière d'alimentation scolaire, en lançant une stratégie décennale visant à transformer la manière dont le PAM :

- agit et collabore en partenariat, en renforçant ses capacités de plaidoyer, de mobilisation et d'influence afin de devenir un facilitateur des efforts mondiaux, régionaux et nationaux en matière d'alimentation scolaire, de Santé et Nutrition scolaires ;
- travaille avec les gouvernements, en augmentant la durabilité et l'institutionnalisation de ses interventions grâce à une meilleure compréhension des priorités et défis nationaux, à une utilisation plus stratégique des données, et une attention renforcée au renforcement des systèmes et plans nationaux.

Cinq ans plus tard, ce chapitre présente des données et des éléments qualitatifs permettant d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre et l'appropriation de cette stratégie. Dans l'ensemble, les informations montrent comment le PAM a évolué en plaçant les gouvernements au centre de ses efforts ; en renforçant son rôle de catalyseur et de facilitateur de partenariats ; et en investissant dans ses capacités à fournir une assistance technique et un soutien aux politiques publiques. Cette publication inclut certains indicateurs et données qui ne sont pas suivis dans le cadre des résultats institutionnels du PAM, illustrant ainsi la nécessité d'investissements supplémentaires dans les dispositifs de suivi et d'évaluation afin de mieux comprendre l'ampleur de la contribution du PAM dans ce domaine.

L'un des résultats les plus marquant de la stratégie décennale du PAM est la Coalition pour l'alimentation scolaire. Créée en 2021, la Coalition se distingue par son approche innovante de la collaboration multilatérale. Adoptant une approche systémique et multisectorielle, elle fonctionne comme un réseau dont le centre est constitué non pas par le système des Nations Unies, mais par plus de 108 gouvernements. Il s'agit d'une communauté en constante évolution qui partage les bonnes pratiques et optimise la coopération entre pays pour soutenir une stratégie de déploiement à plus grande échelle.

En tant que secrétariat, le PAM joue un rôle d'appui, en contribuant à créer les conditions nécessaires au bon fonctionnement et à la réussite de la Coalition. Conformément à la stratégie, le passage du PAM de partenariats transactionnels ou opérationnels vers des approches plus stratégiques et collaboratives a donné naissance à un écosystème dynamique de plus de 140 partenaires qui interagissent et tirent parti de leurs capacités respectives. Les partenaires de la Coalition incluent aujourd'hui : des agences des Nations Unies, des institutions financières internationales et banques de développement (dont la Banque mondiale et la Banque islamique de développement), des ONG, des institutions de recherche, des fondations, et bien d'autres encore (la liste complète des partenaires de la Coalition pour l'alimentation scolaire figure au chapitre 2).

Un engagement renouvelé en faveur de l'institutionnalisation des programmes d'alimentation scolaire a conduit à une augmentation significative des programmes nationaux durables et portés par les gouvernements, avec l'appui du PAM, ainsi qu'à une transformation du portefeuille opérationnel de l'organisation. Par exemple, en 2020, 40 % des pays à faible revenu appuyés par le PAM ne disposaient pas de politique d'alimentation scolaire et n'avaient pas encore décidé de donner la priorité au programme ni de l'intégrer dans les structures nationales. En 2024, ce chiffre est tombé à 15 %, ne laissant que très peu de pays à faible revenu sans politique nationale ou cadre juridique en la matière. Dans la majorité des cas, la rédaction et l'élaboration de ces documents ont été réalisées avec l'assistance technique du PAM.

Dans l'ensemble, les dépenses totales consacrées à l'alimentation scolaire (en valeur absolue en dollars) dans les pays appuyés par le PAM ont augmenté de plus de 187,5 millions de dollars américains depuis 2020. Le financement a progressé dans toutes les catégories de sources, notamment avec une hausse de près de 140 millions de dollars américains des dépenses issues des budgets nationaux, ce qui reflète l'augmentation des investissements publics dans les pays où le PAM est présent et actif.

En 2024, un total de 139 millions d'enfants ont reçu des repas scolaires dans 78 pays soutenus par le PAM,¹ contre 108 millions en 2020. L'investissement opérationnel direct du PAM étant resté relativement stable durant cette période, cela signifie que la hausse de 31 millions d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire au cours des quatre dernières années est principalement due à l'expansion de programmes financés et portés par les gouvernements, avec le soutien du PAM.

¹ Ce chiffre concerne spécifiquement les pays dans lesquels le PAM soutient des programmes d'alimentation scolaire. Plus généralement, le PAM est présent dans plus de 78 pays à travers le monde.



Une étudiante du Mozambique découvre les aliments locaux.
PAM/Ana Mato Hombre

Grâce à ses efforts d'assistance technique, la présence du PAM dans 78 pays lui permet d'atteindre de manière indirecte, mais efficace ces 139 millions d'enfants et d'améliorer leurs conditions, par exemple, en aidant les gouvernements à améliorer la qualité et la diversité des aliments fournis dans le cadre des repas scolaires, ou en mettant en œuvre des améliorations supplémentaires telles que l'enrichissement des aliments.

En ce qui concerne l'assistance opérationnelle directe, la composition du portefeuille du PAM a également évolué, reflétant une fois de plus l'orientation vers l'appropriation nationale et la durabilité, comme prévu dans la stratégie.

En 2013, le PAM atteignait environ 20 millions d'enfants avec ses programmes d'alimentation scolaire, répartis de manière égale entre des contextes fragiles ou à faible revenu (10 millions) et des contextes à revenu intermédiaire (les 10 millions restants). Aujourd'hui, le PAM a réduit de près de moitié le nombre d'enfants qu'il soutient dans les pays à revenu intermédiaire, ce qui reflète son engagement en faveur de l'appropriation nationale et du transfert progressif des responsabilités, tout en intensifiant son soutien dans les contextes fragiles où ses capacités opérationnelles sont limitées. En 2023, le PAM a soutenu environ 21 millions d'enfants, dont la majorité (environ 15 millions) dans des contextes fragiles ou à faible revenu.

Ce changement de priorité met en lumière le rôle en constante évolution du PAM dans le soutien aux populations les plus vulnérables et souligne son engagement à adapter ses programmes aux réalités complexes des contextes fragiles et à faible capacité. Face à l'ampleur et à l'intensité croissantes des situations d'urgence, le PAM met également à profit ses capacités opérationnelles pour aider les gouvernements à utiliser les programmes d'alimentation scolaire dans les zones fragiles ou touchées par des conflits. Dans les pays à faible capacité ou à forte vulnérabilité, le PAM continue de mettre en œuvre des programmes de grande qualité, adaptés aux contextes locaux, tout en garantissant la mise en place de mesures de protection pour les enfants, en particulier les filles. Les futurs programmes du PAM viseront à intégrer les efforts humanitaires, de développement et de consolidation de la paix, en renforçant les capacités nationales, en promouvant des approches locales et résilientes face au climat, et en testant des interventions multisectorielles pour améliorer la préparation et la réponse aux situations d'urgence, dans le but ultime de transférer ses opérations d'alimentation scolaire aux gouvernements nationaux.

Ces efforts et l'évolution de l'approche du PAM ont été formalisés dans sa nouvelle politique d'alimentation scolaire, adoptée par le Conseil d'administration du PAM à la fin de l'année 2024. Cette politique reflète l'ambition croissante des gouvernements à travers le monde, affine l'approche du PAM et institutionnalise son rôle de chef de file mondial, reconnaissant la Coalition pour l'alimentation scolaire comme moteur des efforts internationaux. Au cours des prochaines années, le PAM continuera à jouer un rôle moteur dans ce domaine politique en pleine expansion, en s'appuyant sur un vaste réseau de partenaires. Le présent chapitre expose la manière dont le PAM répond à cet écosystème en constante évolution qu'il a contribué à créer.

4.1 Le rôle du PAM en tant que secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire et le renforcement de ses capacités de plaidoyer

En tirant parti de sa présence mondiale et de son expertise, le PAM peut influencer la prise de décisions et l'élaboration des politiques aux niveaux mondial, régional et local, en accordant la priorité aux besoins des populations les plus vulnérables. Un exemple convaincant de la puissance catalytique du plaidoyer du PAM est la Coalition pour l'alimentation scolaire, qui a joué un rôle déterminant dans la promotion de l'agenda d'alimentation scolaire dans de nombreux pays et dans l'inscription de cette question à l'ordre du jour du développement à l'échelle mondiale.

Depuis 2021, le PAM a renforcé ses capacités de plaidoyer, de communication et de partenariats en matière d'alimentation scolaire au sein du Service de l'alimentation scolaire et de la protection sociale basé au siège du PAM à Rome. Cette équipe dédiée assure le secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire, sous l'orientation stratégique de la Task Force. En complément de cette capacité centralisée, le PAM fournit également un appui aux pays membres de la Coalition par l'intermédiaire d'initiatives menées aux niveaux régional et national.

À mesure que la Coalition pour l'alimentation scolaire poursuit son expansion — avec aujourd'hui 108 États membres et plus de 140 organisations partenaires — le secrétariat, tel un système racinaire dans une forêt, alimente, anime et orchestre l'action à l'échelle de l'ensemble du réseau. Il entretient et développe les relations, gère les flux d'information et crée des occasions de mise en relation entre les membres. Cela inclut l'accueil de nouveaux membres, l'organisation de réunions et d'événements périodiques, la mobilisation des parties prenantes en les tenant informées, responsabilisées et motivées à s'engager dans les principales actions de plaidoyer et de communication, ainsi que le soutien à l'interconnexion des initiatives afin d'éviter les doublons (pour une description complète du fonctionnement de la Coalition, voir le chapitre 2).

En étroite collaboration avec le réseau mondial des bureaux et du personnel du PAM, le secrétariat fournit un appui initial aux initiatives et réseaux régionaux, en partenariat avec les instances ou organisations régionales et les partenariats régionaux existants, en mettant l'accent sur l'apprentissage et le soutien entre pairs à l'échelle régionale.

Un agriculteur local à Madagascar fournit des tomates aux écoles.
PAM/Caitkie Vaghjee



Le PAM assume les rôles suivants en tant que secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire :

1. Orientation stratégique : depuis 2021, le secrétariat assure l'orientation stratégique globale de la Coalition, sous la direction des trois co-présidences et de la Task Force. Bien que cette initiative soit pilotée par les gouvernements, le PAM fournit les bases stratégiques de la Coalition en tant que principale organisation internationale en matière d'alimentation scolaire. Cela inclut notamment la publication de la quatrième édition du rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* (les éditions précédentes datent de 2013, 2020 et 2022), afin de suivre la situation à l'échelle mondiale, de comprendre les principaux obstacles et défis à la mise en œuvre, et de positionner cette question à l'agenda international. Le secrétariat a contribué à l'établissement des différentes initiatives et a lancé et facilité leur coordination. Il apporte un soutien de fond à chaque initiative, en veillant à la coordination avec les diverses parties prenantes de l'écosystème de la Coalition, y compris les bureaux de pays et bureaux régionaux du PAM.

2. Coordination et mise en place du dialogue : le secrétariat appuie les États membres et les partenaires de la Coalition, entretient et développe les relations, et veille à ce que les partenaires restent informés et connectés. Une grande partie du dialogue et de la définition des priorités se fait lors de réunions régulières entre les différentes composantes de la Coalition. Depuis 2021, le secrétariat a organisé 46 réunions virtuelles du Groupe de travail, du Groupe de partenaires et de la Task Force (réunies), afin de définir de manière stratégique les travaux de la Coalition, fixer des priorités, mettre en valeur les efforts des pays et renforcer les liens. Une fois par an, une réunion en présentiel est organisée au niveau ministériel, soit de la Task Force, soit de l'ensemble de la Coalition. Depuis 2021, le secrétariat a organisé deux réunions de la Task Force (à Helsinki en 2022 et à Nairobi en 2024) ainsi qu'un sommet de l'ensemble de la Coalition (à Paris en 2023), le prochain sommet étant prévu au Brésil en 2025. Ces événements sont à la fois politiques et stratégiques ; ils créent une dynamique qui se propage ensuite dans tout le système de la Coalition, influençant les priorités aux niveaux national, régional et mondial.

3. Communications et gestion du réseau : le secrétariat gère le site web de la Coalition, ses réseaux sociaux et son bulletin, garantissant que tous les membres et partenaires aient accès aux documents clés, aux calendriers d'événements et aux ressources nécessaires pour mener un plaidoyer efficace et renforcer les liens. Le secrétariat a contribué à obtenir une couverture médiatique dans des médias internationaux tels que CNN, The Guardian, The Economist, Associated Press et Forbes, ainsi que dans de nombreux médias régionaux, nationaux et en langues locales. En 2024, les réseaux sociaux de la Coalition ont couvert 70 % des États membres. L'amplification par les parties prenantes (notamment ministres, ambassadeurs et organisations multilatérales) a renforcé la portée et l'impact des efforts de communication, illustrant une forte adhésion à la vision et aux objectifs de la Coalition.

4. Plaidoyer et dialogue politique : le secrétariat encourage et soutient les pays dans la formulation de leurs engagements nationaux envers la Coalition pour l'alimentation scolaire. À ce jour, 54 pays ont soumis des engagements nationaux à la Coalition, représentant plus de 400 actions dans les domaines suivants : politiques, financement, cadre institutionnel, conception des programmes, couverture, preuves et données, plaidoyer et partenariats. La plupart des pays couvrent au moins trois de ces catégories, et beaucoup expriment leur volonté d'atteindre une couverture universelle d'ici à 2030. Grâce au réseau du PAM – bureaux de pays, bureaux régionaux et bureaux mondiaux – le secrétariat aide les pays à renforcer la portée et la qualité de leurs programmes d'alimentation scolaire, en fournissant un appui technique et en facilitant les connexions avec des partenaires adaptés, afin d'accélérer l'aide et de favoriser la collaboration entre pairs.

Au niveau régional, la Coalition a gagné en influence. Le secrétariat a soutenu l'Union africaine ainsi que l'émergence de réseaux régionaux. Des dialogues et événements régionaux ont conduit à la création de réseaux régionaux sur l'alimentation scolaire, permettant aux pays de partager les bonnes pratiques et de soutenir mutuellement leurs engagements nationaux. Parmi les exemples figurent les événements sur l'alimentation scolaire organisés par la CEDEAO en 2023 et 2024 ; le lancement du réseau régional d'Afrique de l'Est sur l'alimentation scolaire au Rwanda ; la réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes organisée par le Brésil en 2023 et par le Mexique en 2024 ; le Sommet européen organisé par l'Ukraine ; et le Sommet de l'Asie du Sud-Est organisé par le Cambodge en novembre 2024. Des réunions régionales ont également eu lieu en Afrique australe.

4.2 Contribution du PAM à l'expansion et au renforcement des programmes nationaux d'alimentation scolaire

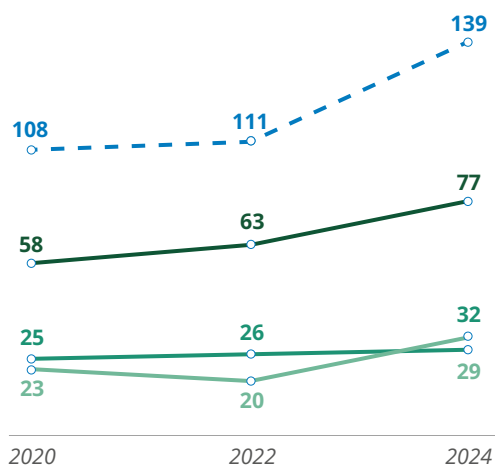
En 2024, un total de 139 millions d'enfants ont bénéficié d'alimentation scolaire dans 78 pays soutenus par le PAM, contre 111 millions d'enfants en 2022 (voir figure 4.1). La figure 4.2 montre que cette expansion – portée à la fois par des programmes dirigés par les gouvernements et par ceux mis en œuvre avec le soutien du PAM et de ses partenaires – a été plus marquée dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, où 14 millions d'enfants supplémentaires ont bénéficié d'un tel programme ; suivis d'une augmentation de 12 millions dans les pays à faible revenu, et de 3 millions dans les pays à revenu intermédiaire supérieur. Cette progression est en partie attribuable au soutien technique et au rôle de plaidoyer du PAM, ainsi qu'à la dynamique mondiale générée par la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Figure 4.1

Nombre d'enfants bénéficiant (en millions) des programmes d'alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM

Plus de 139 millions d'enfants ont bénéficié d'un programme d'alimentation scolaire dans 78 pays soutenus par le PAM en 2024, soit une hausse par rapport aux années précédentes.

--- Tous les pays (n=78)² — Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (n=37)
— Pays à faible revenu (n=24) — Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (n=16)



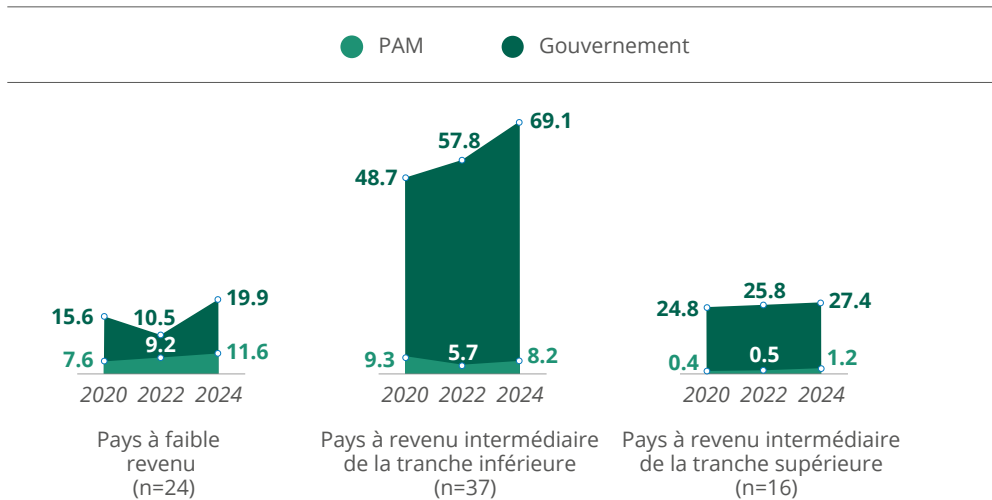
Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF, PAM (estimations, rapport annuel par pays), Banque mondiale (2018).

² Le Venezuela est inclus dans le total (n=78) mais pas dans la ventilation par niveau de revenu, car il n'y a pas de catégorie de niveau de revenu qui lui soit attribuée.

Figure 4.2

Nombre d'enfants (en millions) bénéficiant des programmes d'alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM (2020-2024) par groupe de revenu

L'expansion des programmes d'alimentation scolaire, y compris ceux mis en œuvre avec le soutien du PAM et de ses partenaires, a été la plus marquée dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, où 14 millions d'enfants supplémentaires ont bénéficié de ces programmes.



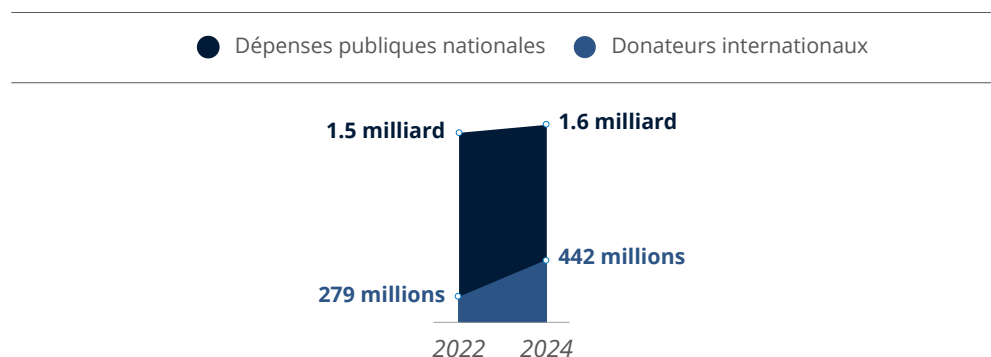
Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF, PAM (estimations, rapport annuel par pays), Banque mondiale (2018).

De nombreux pays ont également accru leurs investissements dans l'alimentation scolaire. Vingt-quatre pays soutenus par le PAM ont accru leur financement national pour les repas scolaires entre 2022 et 2024. La figure 4.3 présente la répartition par source de financement et la figure 4.4 par catégorie de revenu. Dans l'ensemble des pays appuyés par le PAM, les dépenses totales consacrées à l'alimentation scolaire – en valeur absolue en dollars américains – ont progressé de plus de 200 millions de dollars américains entre 2022 et 2024. En valeur absolue, les financements ont progressé dans toutes les catégories de sources, y compris une hausse de près de 65 millions de dollars américains des dépenses publiques nationales. Toutefois, au cours de cette période, la plus forte augmentation des financements est venue des donateurs internationaux.

Figure 4.3

Investissements dans les programmes d'alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM

*Les investissements totaux dans les programmes d'alimentation scolaire ont augmenté de plus de 240 millions de dollars américains entre 2022 et 2024.*³



Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF (2021 et 2024).

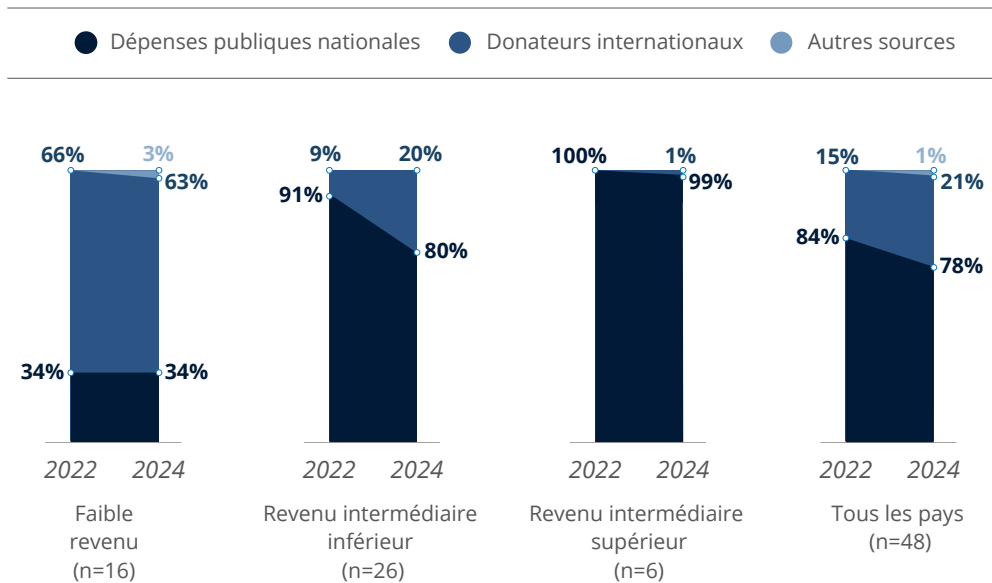
La figure 4.4 montre une légère tendance à la baisse du pourcentage de financement provenant des dépenses budgétaires nationales et une légère augmentation correspondante du pourcentage provenant des donateurs internationaux. Cette tendance était plus prononcée dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, qui ont enregistré un glissement de 11 points de pourcentage vers le financement par les donateurs, tandis que les changements dans les pays à revenu intermédiaire supérieur et les pays à faible revenu étaient beaucoup moins importants.

³ La figure 4.3 présente uniquement les contributions financières provenant des budgets nationaux et des bailleurs de fonds internationaux. Le montant total de l'augmentation des investissements, soit 240 millions de dollars américains, tient également compte d'autres sources telles que les bailleurs de fonds nationaux, les contributions du secteur privé et d'autres sources qui ne sont pas représentées dans la figure.

Figure 4.4

Évolution des sources de financement dans les pays bénéficiant de l'appui du PAM

Le financement national des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à revenu intermédiaire inférieur a légèrement diminué, tandis que le soutien des donateurs internationaux a légèrement augmenté.



Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF (2021 et 2024).

Avec l'appui du PAM, les programmes dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur sont progressivement institutionnalisés sous l'égide des gouvernements nationaux, tandis que le PAM continue de mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire dans des contextes fragiles et touchés par des conflits. Pour soutenir le renforcement de l'appropriation nationale, le PAM a fourni une assistance technique, des analyses stratégiques et un appui au renforcement des capacités, aidant ainsi des pays comme l'Arménie, l'Iraq, le Cambodge et le Bénin à passer à des programmes d'alimentation scolaire de plus en plus gérés et financés au niveau national.

Le PAM a également facilité la coopération Sud-Sud et triangulaire ; détaché du personnel auprès des gouvernements ; plaidé en faveur de l'expansion et de l'amélioration des programmes nationaux d'alimentation scolaire ; facilité les consultations multisectorielles régionales et nationales ; mené des évaluations des capacités nationales ; et convoqué des partenaires pour soutenir les gouvernements.

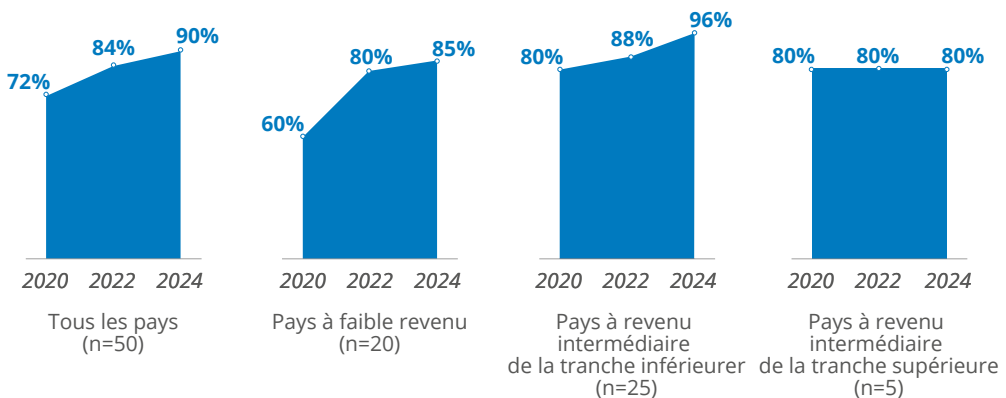
L'engagement stratégique soutenu du PAM et de ses partenaires a contribué au renforcement des cadres nationaux. D'après les données les plus récentes, 59 pays (où le PAM a appuyé des programmes d'alimentation scolaire) ont adopté des politiques, lois ou stratégies nationales, ce qui représente 92 % des pays disposant de données disponibles (n = 64). Depuis la dernière édition de la publication *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* (2022), la République centrafricaine, le Nigéria, le Sénégal et l'Ukraine ont adopté de nouvelles politiques d'alimentation scolaire, témoignant d'une volonté politique accrue et d'une institutionnalisation plus poussée.

La figure 4.5 illustre les changements dans les cadres stratégiques nationaux selon les groupes de revenu des pays. Bien qu'il y ait une augmentation globale de 6 points de pourcentage du nombre de pays dotés de politiques d'alimentation scolaire, la progression est particulièrement marquée parmi les pays à revenu intermédiaire inférieur, qui enregistrent une hausse de 8 points de pourcentage, tandis que les pays à revenu intermédiaire supérieur ont maintenu un taux déjà élevé de 80 %.

Figure 4.5

Changement au niveau des cadres politiques dans les pays soutenus par le PAM

L'augmentation de l'adoption d'une politique d'alimentation scolaire est particulièrement marquée parmi les pays à revenu intermédiaire inférieur, qui ont enregistré une hausse de 8 points de pourcentage, tandis que les pays à revenu intermédiaire supérieur ont maintenu un taux déjà élevé de 80 %.



Sources : Enquêtes mondiales du GCNF, PAM.

Le PAM a également collaboré avec des instances régionales, telles que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), pour élaborer des lignes directrices sur l'alimentation scolaire et la Santé et Nutrition scolaires, qui mettent notamment en avant l'approvisionnement local comme élément clé⁴ (Voir encadré 4.1)

Encadré 4.1

Normes minimales et lignes directrices de l'ANASE pour le paquet nutrition scolaire

Les Normes minimales et lignes directrices pour le paquet nutritionnel scolaire, lancées en 2024, offrent un cadre complet visant à améliorer le bien-être nutritionnel des enfants d'âge scolaire dans les États membres de l'ANASE. Élaborées avec l'appui du PAM et de l'UNICEF, ces lignes directrices définissent les normes essentielles pour la mise en œuvre, le suivi et l'application des programmes de nutrition scolaire. Le paquet met l'accent sur cinq axes d'action prioritaires : l'accès à une alimentation nutritive, un environnement scolaire sain, des services de santé et de nutrition, l'éducation nutritionnelle, la promotion d'une activité physique régulière. L'alimentation scolaire constitue un élément central, visant à garantir que les enfants bénéficient de régimes équilibrés soutenant leur développement physique et cognitif. En favorisant l'approvisionnement local, ces lignes directrices visent également à encourager les gouvernements de l'ANASE à stimuler les économies locales et à soutenir les petits agriculteurs. Les normes encouragent une collaboration multisectorielle, impliquant les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la protection sociale, pour une approche globale de la nutrition de l'enfant. Cette initiative reflète l'engagement des instances régionales, en particulier celui de l'ANASE, à lutter contre la malnutrition et à promouvoir un avenir plus sain pour les jeunes générations.

⁴ <https://asean.org/book/minimum-standards-and-guidelines-for-the-asean-school-nutrition-package/>

Soutien aux systèmes d'information gouvernementaux

Deux exemples de systèmes d'information gouvernementaux soutenus par le PAM sont présentés ci-dessous.

En Jordanie, le Programme national d'alimentation scolaire est mis en œuvre par le ministère de l'Éducation avec l'appui du PAM. Il s'agit du plus grand filet de protection sociale destiné aux enfants en Jordanie, avec 520 000 élèves recevant chaque jour des repas scolaires et des collations. Le Programme national d'alimentation scolaire est mis en œuvre selon deux modalités : (i) des barres de dattes enrichies ; (ii) le modèle de repas sain. Le modèle de repas sain s'approvisionne en ingrédients auprès de petits agriculteurs et boulangers locaux. Les ingrédients sont nettoyés et conditionnés dans dix cuisines communautaires, qui emploient 250 femmes vulnérables. Ce modèle comprend également un programme de changement social des comportements sensible à la nutrition et adapté à l'âge, utilisant des jeux interactifs et des messages pour sensibiliser les enfants et leurs parents aux bonnes pratiques nutritionnelles.

Conformément aux priorités de la stratégie d'alimentation scolaire nationale de la Jordanie (2021–2025), le PAM soutient diverses initiatives de renforcement des capacités et des systèmes en vue du transfert progressif du programme au ministère de l'Éducation. Cela comprend le développement d'un module « alimentation scolaire » au sein du système de gestion des données du ministère de l'Éducation (EMIS). Le PAM s'est associé à l'UNESCO et au Gouvernement jordanien pour concevoir ce module, en conformité avec le cadre de suivi du Programme national d'alimentation scolaire, et a organisé une formation de formateurs destinée au personnel et aux points focaux des directions régionales. Ce module contribuera à renforcer la qualité des données et le suivi du programme national, permettant au gouvernement jordanien de prendre des décisions fondées sur des données probantes.

Le Bureau multipays du PAM pour les Caraïbes apporte également une assistance technique aux pays de la région pour intégrer les données sur l'alimentation scolaire dans les bases de données éducatives, notamment en soutenant la numérisation du secteur de l'éducation en Jamaïque.

Encadré 4.2

Boîte à outils de la Communauté de développement de l'Afrique australe pour la Santé et Nutrition scolaires

En 2024, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a lancé sa boîte à outils sur la Santé et Nutrition scolaires, transformant ses lignes directrices sur l'alimentation scolaire et les directives de l'AUDA-NEPAD sur l'alimentation scolaire issue de la production locale en recommandations concrètes à l'attention de ses États membres. Cette boîte à outils fournit des orientations complètes, des outils et des ressources pour aider les États membres à développer des mécanismes nationaux efficaces et des plans d'action destinés à renforcer les programmes de Santé et Nutrition scolaires. Conçue pour le secteur de l'éducation dans une approche multisectorielle, la boîte à outils s'adresse principalement aux décideurs politiques et aux responsables de programme dans l'éducation et d'autres secteurs clés œuvrant à l'amélioration de l'éducation, de la santé et de la nutrition des enfants.

Elle a été élaborée par le secrétariat de la SADC en collaboration avec le PAM, la FAO, l'UNICEF, l'OMS, l'UNESCO, le FNUAP et l'AUDA-NEPAD, en alignement avec le cadre des écoles promotrices de santé de l'OMS et les normes mondiales pour les écoles promotrices de santé. La boîte à outils intègre également les bonnes pratiques issues des cadres Concentrer les ressources sur la santé à l'école (FRESH) et SABER-SHSF. Elle propose des recommandations fondées sur des données probantes et des outils pratiques pour aider les États membres à identifier et combler les lacunes dans les politiques et programmes de Santé et Nutrition scolaires.

4.3 Appui opérationnel du PAM aux pays

En 2023, le PAM a collaboré avec les gouvernements de 61 pays pour atteindre directement 21,4 millions d'écoliers, dont 48 % de filles, à travers des repas scolaires nutritifs, des rations à emporter à domicile et des transferts monétaires (voir la carte 4.1 pour la portée géographique des programmes d'alimentation scolaire du PAM). Cela représente près de 6 millions d'enfants de plus que dans le dernier rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*. Cette augmentation peut refléter à la fois une reprise des opérations du PAM à mesure que les contraintes liées à la pandémie s'estompent, mais aussi un besoin accru d'appui direct, notamment dans des contextes fragiles.

Parmi les 61 pays, 40 étaient confrontés à des crises ou bénéficiaient d'une assistance humanitaire. Dans de tels contextes, le PAM continue de renforcer son appui opérationnel, en restant agile face à l'évolution des situations et en mettant en œuvre l'alimentation scolaire en tant que filet de protection sociale essentiel. Depuis 2013, le PAM a accru son appui direct pour couvrir environ 50 % d'enfants supplémentaires. Par exemple, au Yémen, où le PAM met en œuvre l'une de ses plus grandes opérations d'alimentation scolaire, il a fourni en 2023 des barres de dattes ou biscuits enrichis et des repas servis sur place à 1,9 million d'enfants. Le programme a couvert plus de 4 600 écoles – sa couverture la plus étendue à ce jour – avec une reprise dans 129 écoles auparavant inaccessibles en raison du conflit, et une extension à 104 nouvelles écoles.⁵

Ces dernières années, le nombre d'enfants affectés par les crises a augmenté. Malgré l'élargissement de la couverture des programmes du PAM, le financement de l'aide humanitaire d'urgence ne suit pas le rythme des besoins croissants.

⁵ Rapport annuel de pays 2023 du PAM au Yémen.

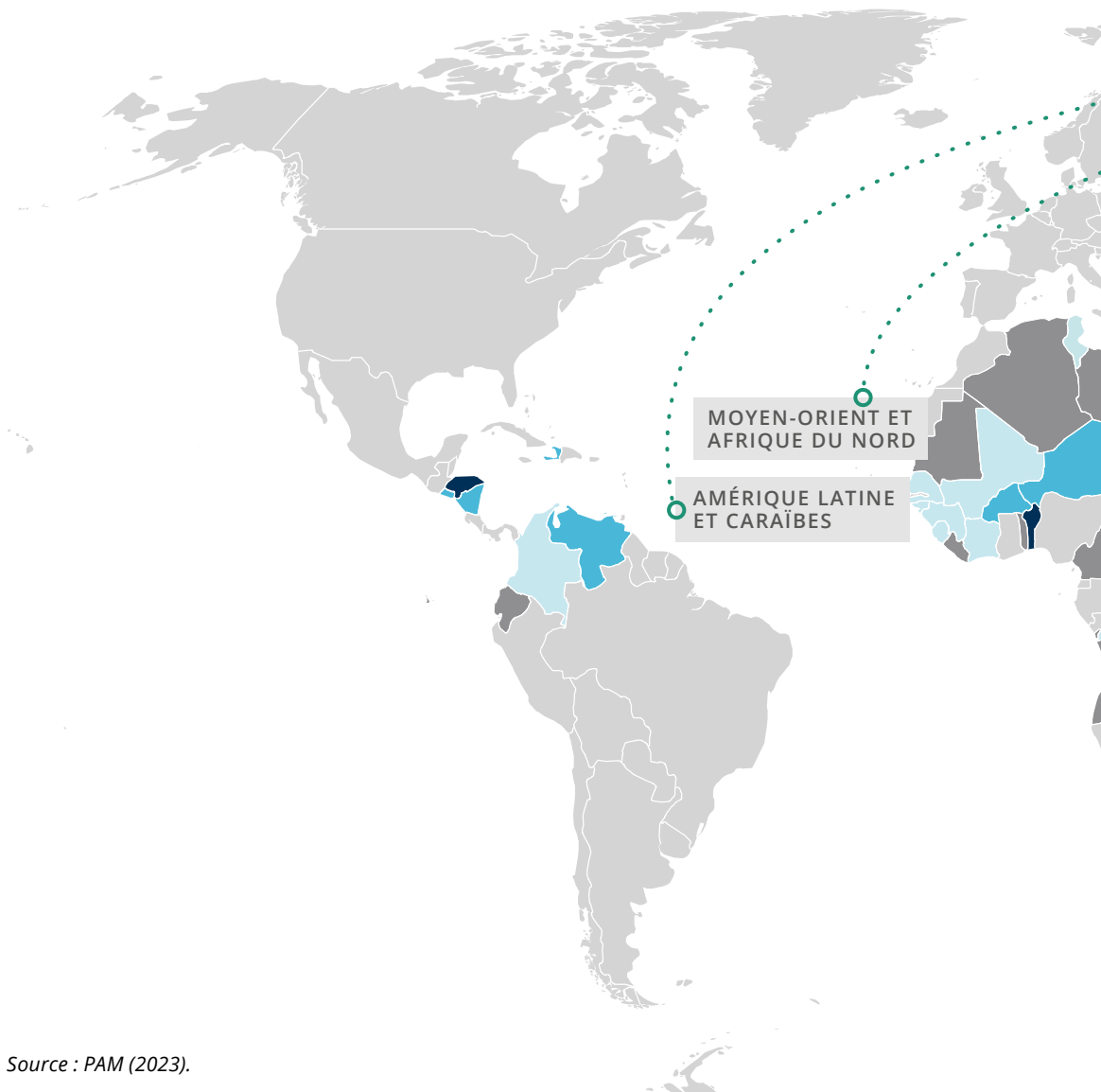
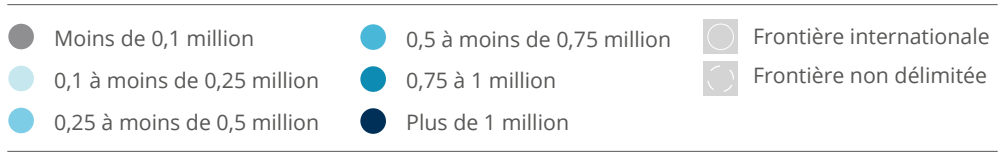
Dans les pays à revenu intermédiaire, le PAM donne la priorité au renforcement des programmes nationaux et à une transition vers une plus grande appropriation nationale, conformément à la Stratégie d'alimentation scolaire 2020–2030 de l'organisation et à la Politique d'alimentation scolaire 2024. Grâce à son assistance technique, le PAM a renforcé les capacités nationales, ce qui a entraîné une augmentation significative du financement national et de la couverture de l'alimentation scolaire dans de nombreux pays, tels que le Rwanda et l'Arménie (voir les études de cas pays 2 et 12, respectivement). Depuis 2013, le PAM a presque réduit de moitié sa mise en œuvre directe de ses programmes dans les pays à revenu intermédiaire. Dans des pays comme l'Inde et le Ghana, le PAM intervient principalement par le biais d'une assistance technique auprès des gouvernements. En 2023, l'appui du PAM a notamment consisté à établir des partenariats stratégiques et à fournir une expertise pour des initiatives innovantes visant à intégrer l'approvisionnement local en lien avec les petits agriculteurs, à combler les carences nutritionnelles et à développer des chaînes de valeur locales.

Une femme cambodgienne aide sa fille à faire ses devoirs.
PAM/Darapech Chea



Carte 4.1

Aperçu des programmes d'alimentation scolaire mis en oeuvre par le PAM dans le monde en 2023 ⁶



Source : PAM (2023).

⁶ La différence entre la somme des chiffres régionaux et le chiffre global de 21.4 millions est due aux arrondis.

TOTAL
21.4
millions
d'enfants

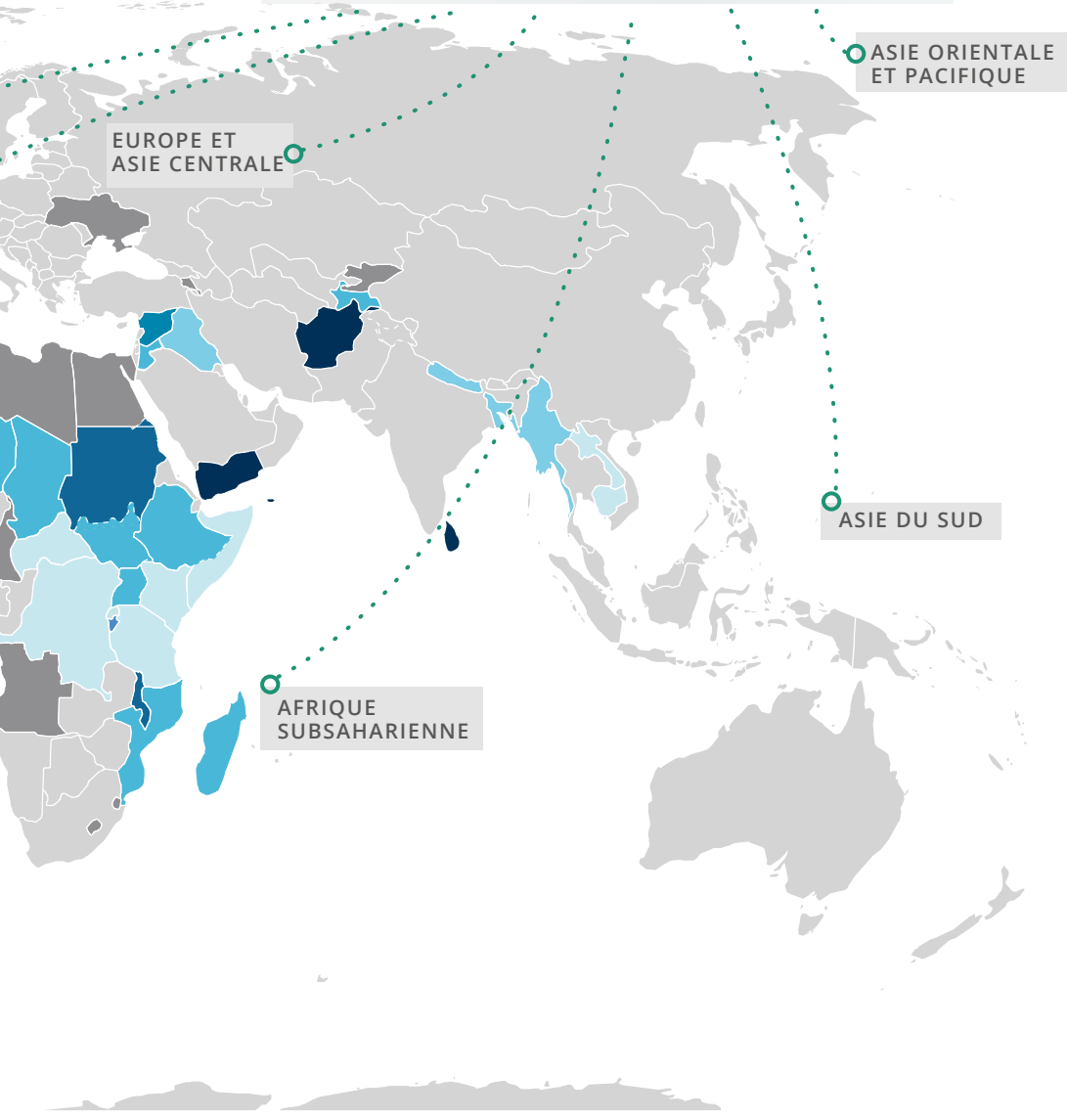
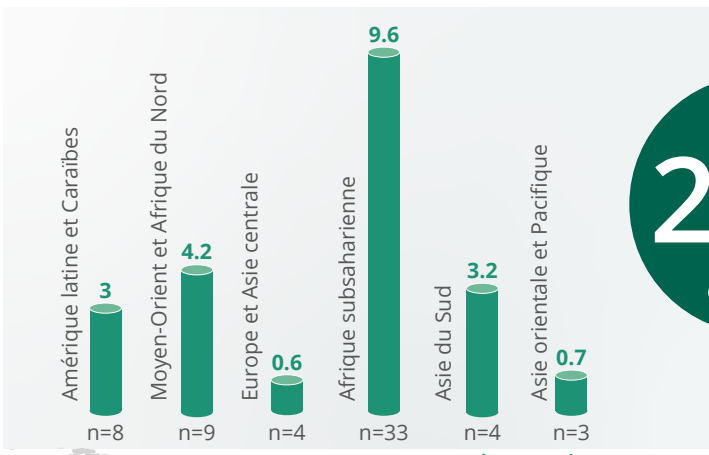
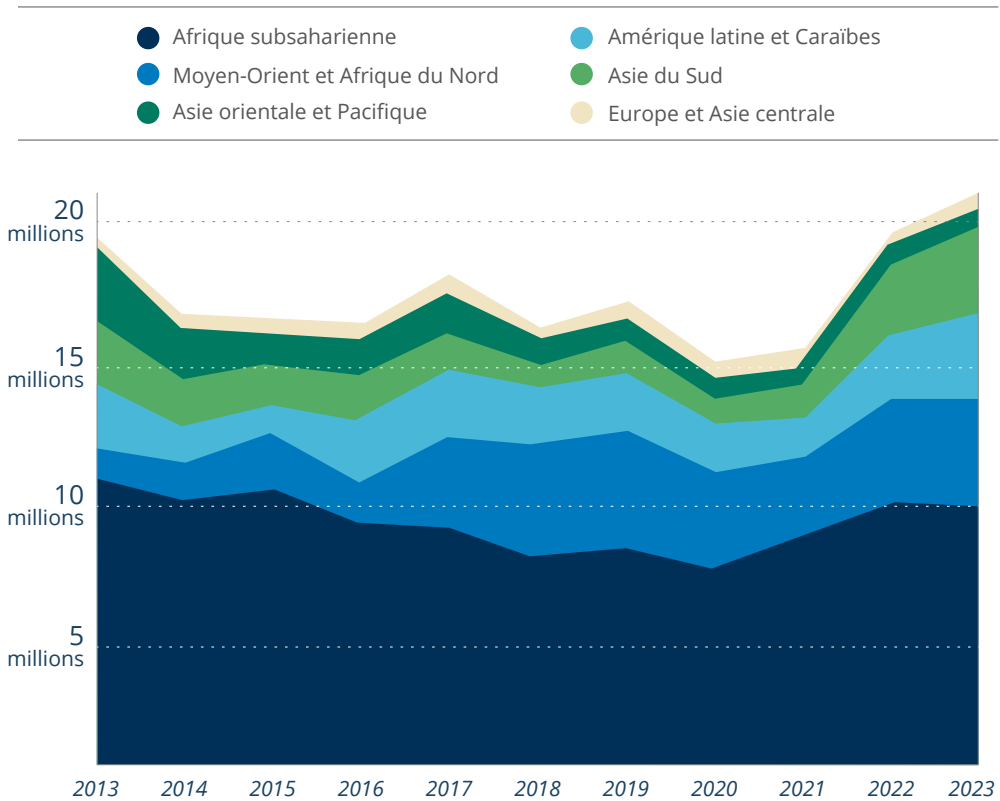


Figure 4.6

Évolution du nombre de bénéficiaires directs d'une alimentation scolaire du PAM entre 2013 et 2023 (par région)

Depuis 2020, le nombre d'enfants scolarisés bénéficiaires des programmes d'alimentation scolaire du PAM ne cesse d'augmenter. En 2023, ce chiffre a atteint son niveau le plus élevé depuis une décennie, avec 21,4 millions d'enfants, la majorité d'entre eux étant situés en Afrique subsaharienne.

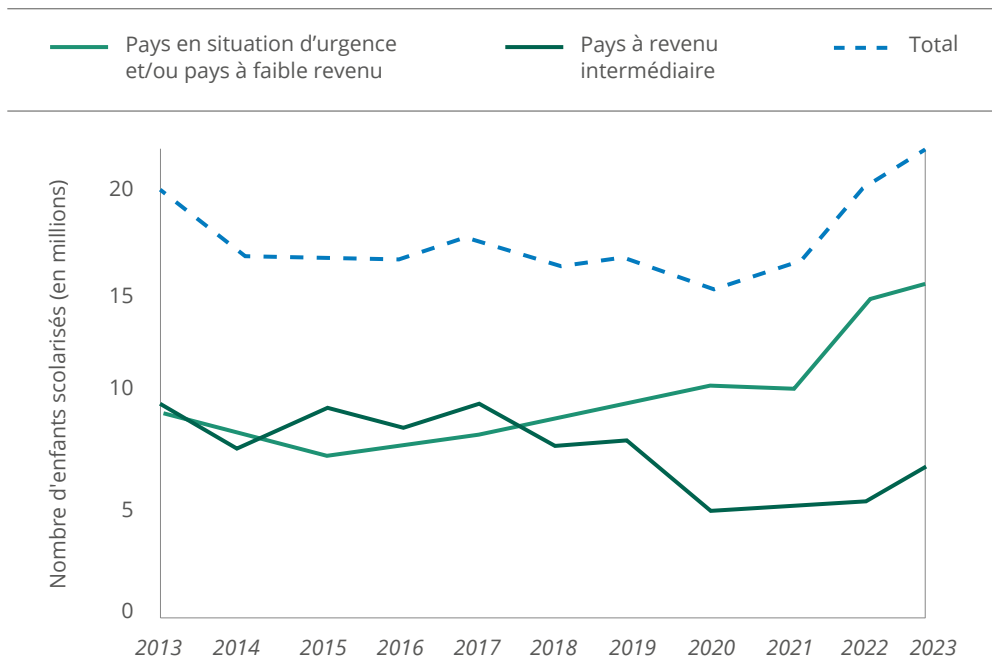


Source : PAM (2013-2023).

La figure 4.7 illustre l'évolution du nombre d'enfants scolarisés bénéficiant directement des programmes d'alimentation scolaire du PAM entre 2013 et 2023, selon les contextes nationaux. Si la couverture totale est restée relativement stable jusqu'en 2021, une nette augmentation s'est produite ensuite, atteignant plus de 21 millions d'enfants en 2023, principalement grâce à l'intensification de l'appui dans les contextes d'urgence et les pays à faible revenu. Dans ces contextes, la couverture du PAM croît régulièrement depuis 2018, avec un bond notable entre 2021 et 2022, reflétant la réponse de l'organisation face à l'aggravation des besoins dus à la multiplication des crises et des conflits. En revanche, le nombre d'enfants directement bénéficiaires dans les pays à revenu intermédiaire a fortement chuté pendant la pandémie de COVID-19 et n'est pas encore revenu à son niveau d'avant-crise. Cette tendance reflète l'orientation stratégique du PAM en faveur du soutien aux programmes dirigés par les gouvernements. Elle s'inscrit dans un contexte où de plus en plus de pays à faible revenu accèdent au statut de pays à revenu intermédiaire, et où les capacités financières, institutionnelles et techniques se renforcent, permettant une gestion autonome des programmes d'alimentation scolaire.

Figure 4.7

Nombre d'élèves bénéficiant directement d'un programme d'alimentation scolaire du PAM au fil du temps (2013–2023), par contexte national



Source : PAM (2013-2023).

Encadré 4.3

Activités du PAM en matière d'alimentation scolaire en 2023

Le PAM a fourni des repas scolaires, des collations et des transferts monétaires à 21,4 millions d'enfants, dont 48 % de filles.

Nombre d'élèves bénéficiant d'une assistance par bureau régional du PAM : ⁷

- Asie et Pacifique : 4,5 millions (dont 2,1 millions de filles)
- Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe de l'Est : 4,2 millions (dont 1,9 million de filles)
- Afrique de l'Ouest : 4,3 millions (dont 2,1 millions de filles)
- Afrique de l'Est : 3,2 millions (dont 1,6 million de filles)
- Afrique australe : 2,1 millions (dont 1,1 million de filles)
- Amérique latine et Caraïbes : 3,0 millions (dont 1,5 million de filles).

En 2023, le PAM a mis en œuvre ou appuyé des programmes d'alimentation scolaire dans 81 pays (dont 4 par mise en œuvre directe, 20 uniquement via une assistance technique et 57 selon une combinaison des deux modalités).

Le PAM a soutenu les gouvernements de 59 pays en matière d'alimentation scolaire issue de la production locale, y compris dans la conception de programmes, leur mise en œuvre et l'élaboration de politiques.

⁷ La différence entre la somme des chiffres régionaux et le chiffre global de 21.4 millions est due aux arrondis.

4.4 Rôle du PAM dans la mise en œuvre de l'alimentation scolaire en situation d'urgence

Le PAM fournit des repas scolaires en situation d'urgence, contribuant à assurer une nutrition essentielle aux enfants touchés par des crises et à leur permettre de continuer à apprendre dans la mesure du possible. Une *évaluation de synthèse sur l'alimentation scolaire en situation d'urgence*, publiée en mai 2022,⁸ a montré que l'alimentation scolaire améliore la sécurité alimentaire, la fréquentation scolaire et les résultats en termes d'acquis scolaires dans les contextes d'urgence. Elle souligne également que ces programmes apportent un sentiment de normalité et de stabilité aux enfants confrontés au chaos des conflits et des déplacements. Les principales conclusions mettent en évidence l'importance de la collaboration multisectorielle, impliquant les gouvernements, les communautés locales et les partenaires internationaux, pour étendre la portée de ces programmes et assurer leur durabilité. Malgré des défis tels que les contraintes de financement ou les obstacles logistiques, les programmes d'alimentation scolaire du PAM en contexte d'urgence ont démontré leur impact positif, soulignant la nécessité de maintenir l'investissement et l'appui afin de maximiser leurs effets.

Les gouvernements reconnaissent que leurs propres programmes d'alimentation scolaire peuvent atténuer les effets des catastrophes sur les enfants et leurs familles. L'utilisation de l'alimentation scolaire en situation de crise – comme lors des confinements liés au COVID-19 ou de la récente flambée des prix alimentaires – présente quatre avantages majeurs pour protéger les enfants et les ménages face aux chocs :

- **accès stable** : l'accès constant aux repas scolaires tout au long de l'année renforce la résilience des enfants et de leurs familles et accroît leur capacité à faire face et à se relever après une catastrophe.
- **mécanisme d'adaptation** : lorsqu'ils sont maintenus en période de choc, les programmes d'alimentation scolaire garantissent un accès continu à la nourriture, même lorsque les ressources des ménages sont épuisées. Cela permet d'éviter des stratégies d'adaptation négatives, comme la vente de biens, et protège les investissements dans la santé et l'éducation des enfants.

⁸ https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000141602/download/?_ga=2.255338123.202682972.1732527057-1715565503.1706110063



Un garçon en République démocratique du Congo prend son repas à l'école. PAM/Vincent Tremeau

- **adaptation** : l'alimentation scolaire peut être adaptée en période de crise pour répondre à de nouvelles vulnérabilités. Les programmes d'alimentation scolaire existants peuvent devenir des points d'entrée pour fournir une aide alimentaire à la famille et à la communauté (par exemple : rations à emporter, points de distribution communautaires). Les adaptations peuvent inclure la modification des modalités de distribution, comme l'ajout de rations à emporter à domicile ou la mise en place de points de distribution communautaires.
- **protection sociale** : les données probantes sur les effets positifs des programmes d'alimentation scolaire en situation de catastrophe peuvent inciter les gouvernements à les intégrer durablement dans leurs systèmes de protection sociale. Dans des pays comme le Bangladesh et le Sri Lanka, des programmes d'alimentation scolaire initialement lancés comme réponses d'urgence ont ensuite été intégrés dans les cadres nationaux permanents de protection sociale.

Parmi les exemples de programmes du PAM en situation d'urgence figurent ceux mis en œuvre au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où, malgré d'importants obstacles – tels que des perturbations des chaînes d'approvisionnement, des dégâts aux infrastructures scolaires, des pénuries

d'eau, des risques pour la sécurité et un accès limité –, le PAM a mis en place des programmes d'alimentation scolaire résilients et adaptés aux contextes, souvent intégrés aux filets de protection sociale nationaux et mis en œuvre en partenariat avec les gouvernements, les agences des Nations Unies, les institutions financières internationales, les communautés et les ONG. Au Yémen, par exemple, le PAM a soutenu 1,5 million d'enfants au moyen de collations enrichies et a lancé les Healthy Kitchens, afin de fournir une alimentation scolaire issue de la production locale à 34 800 enfants, en 2024 en collaboration étroite avec le Partenariat mondial pour l'éducation, la Banque mondiale, l'UNICEF, Save the Children et d'autres partenaires du Cluster Éducation. En Syrie, plus de 911 100 enfants ont bénéficié de barres de dattes, de repas frais et de transferts monétaires, avec une hausse de la fréquentation scolaire atteignant 88 %. Le PAM s'est associé à l'UNICEF et à des ONG locales pour mettre en œuvre et étendre ces efforts, y compris un appui supplémentaire en réponse au séisme et à la crise au Liban.

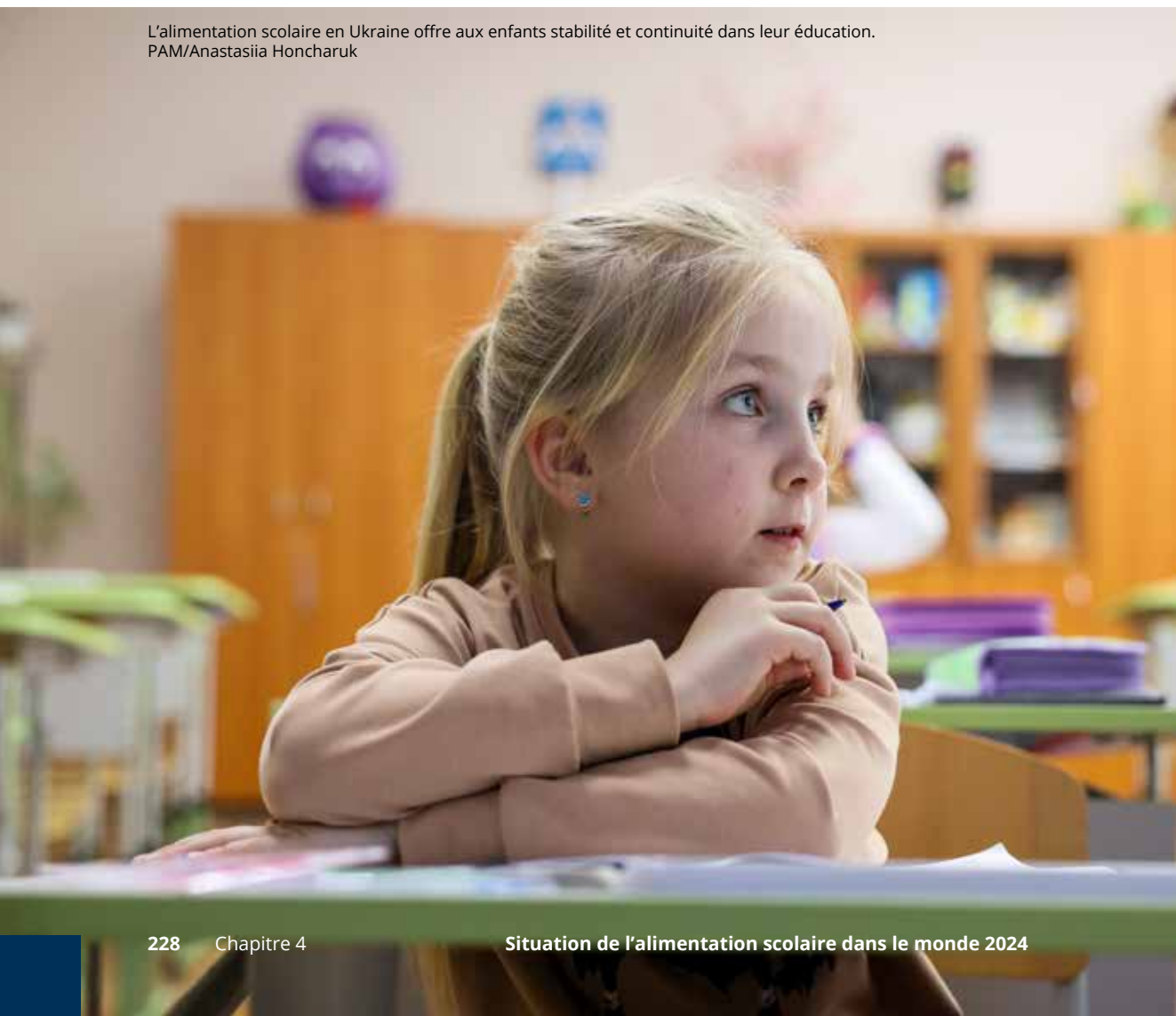
Au Liban, l'initiative du PAM en matière d'alimentation scolaire – soutenant 107 000 enfants, dont de nombreux réfugiés syriens – a été adaptée aux perturbations liées au conflit en 2024, en remplaçant temporairement les repas en milieu scolaire par des collations à emporter pendant les périodes d'enseignement à distance. Le PAM a repris les repas en milieu scolaire après le cessez-le-feu de novembre 2024, en partenariat avec le ministère de l'Éducation, l'UNICEF, des ONG locales et l'Agence française de développement, entre autres. À Gaza, le PAM a distribué des collations à 117 886 enfants dans les espaces d'apprentissage temporaires des Nations Unies en 2024, avec des plans d'expansion dès que l'accès et les conditions de sécurité le permettront.

Au Soudan (où le PAM met en œuvre des programmes d'alimentation scolaire depuis 1969), près de 25 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, avec une famine confirmée dans plusieurs régions et des taux de malnutrition infantile extrêmement élevés. Le PAM a relancé son initiative d'alimentation scolaire issue de la production locale en mars 2024, en utilisant des rations à emporter dans cinq États, dont celui de la mer Rouge, atteignant 42 685 élèves. Cette approche a permis de répondre à l'insécurité alimentaire tout en améliorant la fréquentation scolaire, notamment chez les filles.

Le PAM a étendu ses opérations pour soutenir plus de 565 000 élèves et membres du personnel scolaire, en achetant 9 000 tonnes de céréales auprès de six organisations de producteurs agricoles, démontrant ainsi la résilience et l'impact de l'intégration de l'éducation, de l'agriculture et de l'engagement communautaire en période de crise.

Pour tirer pleinement parti des avantages de l'alimentation scolaire en situation d'urgence, les gouvernements doivent rendre leurs systèmes de protection sociale plus réactifs aux chocs. Sur la base des enseignements tirés des efforts mondiaux passés, les programmes pourraient devoir être repensés pour permettre : une expansion flexible ; la modification des modalités de distribution ; la mobilisation de financements de secours ; le développement de partenariats plus innovants ; ou l'élaboration de protocoles permettant des ajustements en cas de catastrophe. Dans de nombreux pays, le PAM fournit une assistance technique pour accompagner ces évolutions politiques.

L'alimentation scolaire en Ukraine offre aux enfants stabilité et continuité dans leur éducation.
PAM/Anastasiia Honcharuk



4.5 Autonomiser les femmes et les filles grâce à l'alimentation scolaire

Les programmes d'alimentation scolaire interviennent à plusieurs niveaux : individuel, familial, communautaire, scolaire et national. Ils représentent une opportunité unique de répondre aux différentes difficultés rencontrées par les filles, les garçons et les enfants en situation de handicap, qui les empêchent d'atteindre leur plein potentiel. L'alimentation scolaire peut renforcer l'autonomie des femmes, des filles et des enfants en situation de handicap en remettant en question les rapports de pouvoir inégaux ainsi que les normes et lois discriminatoires.

Entre 2022 et 2024, le PAM a réalisé des progrès significatifs pour garantir que les filles et les garçons bénéficient de manière égale des initiatives en matière d'alimentation scolaire. Ces efforts incluent le ciblage des obstacles auxquels les filles sont confrontées pour aller à l'école et poursuivre leur scolarité en grandissant, ainsi que des interventions visant à autonomiser les femmes dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire locales, par le biais de l'achat et de la préparation des repas scolaires. Le PAM s'appuie de plus en plus sur la recherche et les données probantes pour faire bénéficier toutes les filles et tous les garçons, y compris les enfants en situation de handicap, des avantages de l'alimentation scolaire.

Par exemple, au Rwanda, le PAM a mené une évaluation afin de mieux comprendre le contexte nuancé dans lequel s'inscrit le programme d'alimentation scolaire issue de la production locale, en particulier ses effets différenciés sur les filles, les garçons, les femmes et les hommes. L'évaluation a permis d'obtenir des informations sur les inégalités existant au sein des communautés et parties prenantes du programme, d'identifier les causes profondes et de formuler des recommandations pour améliorer la conception du programme. L'étude a montré l'importance d'analyser la manière dont les filles, les garçons, les femmes et les hommes issus de groupes différents peuvent être touchés de manière différenciée par la fourniture d'une alimentation scolaire.

Au Mozambique, le PAM met en œuvre le programme Lutter contre l'absentéisme et réduire les obstacles à l'éducation, qui fournit des repas sains issus de l'approvisionnement local et favorise l'accès à l'éducation, en particulier pour les filles. Le programme s'articule autour de trois composantes :

1. la mise en place de formations à l'intention des acteurs scolaires et communautaires, visant à modifier les croyances et comportements des adolescents susceptibles d'être nuisibles ou injustes envers les filles et les garçons.
2. la création et la consolidation de clubs de dialogue, favorisant les échanges entre filles et garçons sur l'égalité de traitement. Les clubs de dialogue visent à créer un espace sécurisé pour les filles et les garçons, afin qu'ils puissent mieux comprendre les inégalités et apprendre à y répondre.
3. la distribution de kits de gestion de l'hygiène menstruelle, afin de renforcer le confort et la confiance des filles dans leurs activités quotidiennes, de réduire les obstacles à la fréquentation scolaire et de les aider à rester à l'école pendant toute leur adolescence.

Le programme Lutter contre l'absentéisme et réduire les obstacles à l'éducation montre comment une intervention peut intégrer des volets qui se complètent et se renforcent mutuellement. Il démontre également que le renforcement des capacités des acteurs scolaires et communautaires est essentiel pour faire évoluer les normes sociales et les attitudes en faveur de l'égalité.

Au Malawi, l'évaluation de la première phase du Programme conjoint pour l'éducation des filles a souligné l'importance d'impliquer les hommes et les garçons dans les discussions sur les droits des filles, non pas en tant qu'observateurs, mais en tant qu'acteurs à part entière, partageant la responsabilité de promouvoir l'égalité et l'inclusion sociale. L'évaluation a aussi mis en évidence l'importance d'inclure les garçons dans les activités du projet qui apportent des avantages visibles – comme les bourses – et la nécessité de sensibiliser les parents à l'importance de l'éducation des filles.

Ces exemples montrent que les programmes peuvent intégrer des mesures à différentes étapes pour lutter contre les inégalités à plusieurs niveaux, en répondant aux besoins immédiats et concrets des filles, des garçons, des femmes et des hommes, tout en favorisant des changements dans l'autonomie, les relations sociales et les structures sociales.

Encadré 4.4

Enseignements tirés du projet « Éliminer les barrières d'accès à l'éducation des filles » – une approche multisectorielle de l'éducation des filles dans des contextes fragiles

Au Tchad et au Niger, les filles vivant dans des zones touchées par les conflits sont confrontées à d'importants obstacles à l'éducation. Ces obstacles incluent la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les mariages précoces, les violences basées sur le genre, ainsi que l'insuffisance des services de santé et de nutrition. Les normes culturelles et les préoccupations liées à la sécurité aggravent encore la situation. Au Niger, par exemple, les conflits ont entraîné la fermeture de 900 écoles, obligeant de nombreuses filles à parcourir de longues distances dans des zones dangereuses pour aller à l'école, ce qui augmente leur exposition à la violence. Au Tchad, la présence de Boko Haram dans certaines zones a accru les risques pour les filles et découragé leur fréquentation scolaire. Pour répondre à ces défis, le PAM a mis en œuvre, en partenariat avec l'UNICEF et le FNUAP, le projet Briser les barrières à l'éducation des filles dans des zones vulnérables du Tchad et du Niger entre 2019 et 2022. Cette initiative, financée par Affaires mondiales Canada, a adopté une approche multisectorielle pour lever les obstacles à l'éducation des filles, en combinant alimentation scolaire, incitations financières et soutien en matière de santé et d'hygiène. En tant que partenaire de premier plan, le PAM a joué un rôle central dans l'amélioration des résultats scolaires des filles, grâce à des programmes d'alimentation scolaire ciblés. Les évaluations du projet menées dans les deux pays ont confirmé le rôle essentiel de l'alimentation scolaire dans l'amélioration de l'accès des filles à l'éducation, en particulier dans les contextes fragiles. Les deux évaluations ont montré que l'alimentation scolaire et les incitations financières étaient efficaces pour augmenter les taux d'inscription et de fréquentation scolaire.

Au Niger, le pourcentage de filles passant les examens de fin d'école primaire est passé de 20 % à 36 %, principalement grâce à l'alimentation scolaire et aux incitations financières, qui ont permis de réduire la charge économique pesant sur les familles et d'encourager les parents à donner la priorité à l'éducation. Au Tchad, l'évaluation a mis en évidence une hausse des aspirations scolaires, aussi bien chez les élèves que chez les familles. La collaboration entre le PAM et ses partenaires a permis de maintenir les filles à l'école tout en leur offrant des espaces sûrs et bienveillants, démontrant la valeur de l'approche multisectorielle du projet. Étendre ces interventions pour atteindre davantage de filles non scolarisées, notamment dans les zones où l'insécurité limite l'accès à l'éducation, sera essentiel pour consolider les progrès réalisés.

Encadré 4.5

Autonomisation des filles et des garçons grâce à des programmes d'alimentation scolaire en Asie et dans le Pacifique

Le Bureau régional du PAM pour l'Asie et le Pacifique, en partenariat avec Development Pathways, a mené une étude de recherche opérationnelle sur deux ans pour comprendre comment les programmes scolaires peuvent servir de plateforme pour s'attaquer aux causes et conséquences des inégalités entre filles et garçons. Cette étude a permis de formuler des orientations opérationnelles sur la manière dont le PAM et ses partenaires peuvent agir sur différents leviers pour garantir aux filles et aux garçons un égal accès aux opportunités. Les recommandations comprenaient notamment : le renforcement de l'autonomie individuelle et collective, la remise en question des rapports de pouvoir inégalitaires et la transformation des normes et structures sociales formelles et informelles pour les rendre plus équitables. L'étude a identifié les bonnes pratiques suivantes dans la région :

- au Népal, le PAM et ses partenaires ont collaboré avec le gouvernement pour élaborer des supports éducatifs et former les enseignants à aborder les normes sociales liées à la gestion de l'hygiène menstruelle avec leurs élèves.
- au Sri Lanka, le PAM a travaillé avec le ministère de la Femme, de l'Enfance et de l'Autonomisation sociale pour s'attaquer aux rapports de pouvoir inégaux et promouvoir le leadership des femmes ainsi que leur autonomisation économique. Le PAM et le ministère ont formé des agents de développement des femmes, qui ont à leur tour renforcé la littératie financière et l'autonomie économique des fournisseurs de repas scolaires et des coopératives dirigées par des femmes impliquées dans le programme d'alimentation scolaire issue de la production locale.
- au Cambodge, la transformation des normes et structures sociales, formelles et informelles, est un objectif important partagé par le PAM et le gouvernement. Le PAM a collaboré avec le ministère des Affaires féminines pour plaider en faveur de la formalisation des contrats des cuisinières préparant les repas scolaires et de l'autonomisation des femmes en tant que fournisseuses du programme.

L'étude a également mis en évidence que les activités de changement social et comportemental, actuellement centrées sur la santé et la nutrition, pourraient être élargies pour influencer les normes et attitudes sur les rôles des femmes et des hommes au sein de la communauté. Le potentiel de l'alimentation scolaire issue de la production locale pour faire progresser l'autonomisation économique et sociale des femmes est apparu clairement dans l'étude. Les programmes peuvent inclure des formations pour renforcer les compétences et les capacités de leadership des femmes, leur donner accès à des sources de revenus et à des services agricoles, et ainsi accroître leur autonomie individuelle et collective en tant que productrices et fournisseuses. La reconnaissance des cuisinières et des autres personnes impliquées dans la chaîne d'approvisionnement comme des travailleuses et travailleurs formels, et la garantie d'un salaire équitable, sont des éléments cruciaux pour garantir l'équité entre les femmes et les hommes.

Atteindre le plein potentiel des approches transformatrices en matière de genre dans les programmes d'alimentation scolaire exige des efforts coordonnés, systématiques et concertés. En réunissant les bonnes pratiques, en analysant les facteurs favorables, les enseignements et les défis, le PAM contribue à enrichir la base de données probantes en faveur de l'égalité et de l'autonomisation des femmes par le biais des programmes d'alimentation scolaire.

Une élève de la République démocratique populaire lao savoure son repas chaud à l'école.
PAM/Vilakhone Sipaseuth



4.6 L'innovation du PAM dans le domaine de l'alimentation scolaire

Le PAM a constamment intégré la technologie pour améliorer ses opérations d'alimentation scolaire, en cohérence avec la Feuille de route des Nations Unies pour la coopération numérique. La stratégie d'alimentation scolaire 2020–2030 du PAM et la nouvelle la Politique d'alimentation scolaire 2024 mettent l'accent sur les données et l'innovation numérique en tant qu'éléments clés de l'efficacité des programmes. Depuis 2019, le PAM a développé deux outils innovants – School Connect et School Menu Planner PLUS – afin d'améliorer l'efficacité, la performance et la gestion des coûts dans les programmes d'alimentation scolaire.

School Connect

Lancé en 2020, School Connect permet de numériser les registres scolaires et d'extraire des indicateurs clés de performance pour les programmes d'alimentation scolaire, remplaçant la collecte, la vérification et l'enregistrement des données sur support papier, souvent lourds et sujets à erreurs. Cette application permet aux écoles de gérer efficacement, de manière numérique, les stocks, la fréquentation, les inscriptions et les informations de consommation. Elle prend en charge diverses modalités de repas, notamment les repas servis sur place, les achats scolaires, les transferts d'argent aux écoles et les rations à emporter à domicile, tout en intégrant des composantes d'alimentation scolaire issue de la production locale. L'accès à ces indicateurs en quasi-temps réel permet au personnel des programmes de consacrer davantage de temps à l'offre d'un appui de qualité aux écoles, tout en garantissant que les programmes d'alimentation scolaire puissent s'adapter sur la base de données fiables et à jour. School Connect accompagne les programmes à différents stades de transition vers l'appropriation nationale dans 20 pays du continent africain, ainsi qu'en Haïti, au Honduras, au Liban et en Ukraine.

La région Afrique de l'Ouest et du Centre est en tête de l'adoption de cette innovation : School Connect fournit des données en temps réel pour la supervision régionale dans 54 % des écoles où le PAM est présent. Au Bénin, l'outil permet de suivre les repas de 1,2 million d'enfants dans le cadre du Programme national intégré d'alimentation scolaire, et a été utilisé par le gouvernement comme modèle pour la conception de son système national de

suivi. Dans le camp de réfugiés de Kakuma au Kenya, une analyse fondée sur l'apprentissage automatique des données de School Connect sert à orienter la conception du programme, en identifiant les facteurs qui influencent la fréquentation scolaire et les abandons. En Haïti, l'outil réduit les temps de réponse et fournit des données en quasi-temps réel sur les mouvements alimentaires pour plus de 200 000 enfants couverts par le programme d'alimentation scolaire issue de la production locale.

School Menu Planner (SMP) PLUS

SMP PLUS permet aux gestionnaires de programmes d'alimentation scolaire de concevoir de manière efficace des programmes nutritifs, abordables et adaptés au contexte communautaire. Cette application en ligne, alimentée par l'intelligence artificielle, optimise les menus scolaires en veillant à ce qu'ils soient rentables, qu'ils utilisent des produits locaux disponibles et qu'ils soient équilibrés sur le plan nutritionnel. Elle permet aussi de créer des opportunités économiques pour les petits agriculteurs et soutient les efforts des gouvernements à l'échelle mondiale.

À ce jour, 46 pays ont été formés à l'utilisation de SMP PLUS, dont 29 utilisent activement l'application pour élaborer leurs menus. Plus de 4 millions d'enfants bénéficient de repas conçus via cette plateforme. Parmi les avantages de SMP PLUS figurent : l'amélioration de la diversité alimentaire, le plaidoyer pour une augmentation des budgets destinés à l'alimentation scolaire, la conception de livres de recettes et le renforcement de la coordination entre les secteurs impliqués dans les programmes d'alimentation scolaire. Par exemple, à Madagascar, un nouveau menu utilisant des produits locaux couvre désormais 40 % des besoins en macronutriments des enfants et 30 % de leurs besoins en micronutriments. Au Lesotho, l'outil a permis de calculer les prix des paniers alimentaires et des options de menus, ce qui a aidé les parties prenantes à plaider pour une augmentation du budget. Finalement, le gouvernement a augmenté de 65 % le financement du Programme national d'alimentation scolaire.

En Zambie, SMP PLUS a joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre de la stratégie d'approvisionnement pour l'alimentation scolaire issue de la production locale et du Plan de diversification alimentaire, en créant des menus adaptés au niveau des districts répondant aux besoins nutritionnels des enfants à partir d'ingrédients locaux dont les coûts ont été évalués.

4.7 La voie à suivre

À l'avenir, le PAM est prêt à renforcer son rôle dans la promotion de programmes d'alimentation scolaire durables et détenus au niveau national, en tant que moteur clé du développement au XXI^{ème} siècle. L'alimentation scolaire étant reconnue comme un outil puissant pour lutter contre la pauvreté, améliorer l'éducation et transformer les systèmes alimentaires, le PAM concentrera ses efforts sur l'appui aux gouvernements via des partenariats renforcés, une assistance technique ciblée et un rôle moteur dans les politiques mondiales. L'expansion de la Coalition pour l'alimentation scolaire reflète un élan politique croissant et un engagement à élargir la portée des programmes d'alimentation scolaire. Le PAM tirera parti de cette dynamique — en travaillant avec les gouvernements, les agences internationales, la société civile et le secteur privé — pour appuyer les pays dans la conception de programmes d'alimentation scolaire résilients, inclusifs et adaptés au contexte, fondés sur la collaboration et la responsabilité partagée.

Comme indiqué dans sa Politique d'alimentation scolaire 2024, le PAM privilégiera trois évolutions stratégiques pour orienter ses actions futures.

- Premièrement, il renforcera son rôle de facilitateur et d'ambassadeur, en favorisant des partenariats multisectoriels solides dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la protection sociale afin d'aligner les programmes d'alimentation scolaire sur des objectifs de développement plus larges.
- Deuxièmement, le PAM approfondira sa collaboration avec les gouvernements et les partenaires pour bâtir et financer des systèmes nationaux solides, fondés sur des données probantes et adaptés aux priorités locales.
- Troisièmement, il œuvrera à l'amélioration de la qualité des programmes, en veillant à ce que l'alimentation scolaire soient intégrée à la nutrition, à l'action climatique et à la transformation des systèmes alimentaires. Les partenariats seront au cœur de chacune de ces orientations, réunissant des acteurs à tous les niveaux pour partager leur expertise, coordonner les ressources et diffuser les solutions à grande échelle.

La feuille de route du PAM prévoit également un renforcement de son agilité opérationnelle dans les contextes fragiles et humanitaires, tout en favorisant la résilience à long terme à travers l'engagement politique et le renforcement des capacités. Le PAM continuera à collaborer avec ses partenaires pour soutenir les efforts nationaux visant à rendre les programmes d'alimentation scolaire plus inclusifs sur le plan social et plus réactifs aux chocs, afin qu'ils jouent pleinement leur rôle de filet de protection sociale en période de crise. En favorisant un écosystème dynamique de collaboration entre les gouvernements, les donateurs, les agences des Nations Unies, les ONG et le secteur privé, le PAM vise à générer un impact durable. Cette approche contribuera à institutionnaliser l'alimentation scolaire en tant qu'élément central du développement du capital humain, ouvrant de nouvelles perspectives pour des millions d'enfants et favorisant une croissance nationale plus équitable et durable.



Des agriculteurs récoltent des pommes de terre destinées à l'alimentation scolaire au Venezuela. PAM/Gustavo Vera